Mardi 6 juin 1978 No 902

1,70 F

# l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

A propos de la situation en Afrique,

**Lisez en page 3**

**le communiqué du Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France :**

***«L'Afrique aux Africains»***

**Lisez en page 7**
**notre série sur la Chine intitulée :**
**«Des journalistes racontent ...**
**Un mois de reportage en Chine»**

Aujourd'hui :

**Le chemin du développement-**
**Oser escalader les cîmes**

# L'EXEMPLE DE RENAULT

*L'occupation des ouvriers de Renault-Cléon vue de l'intérieur, vendredi 2 juin (photo HR).*

A Renault-Cléon, lundi à 5 h du matin, plus de 2 500 ouvriers sont réunis en assemblée du personnel à l'appel de leurs directions syndicales. A main levée, ils votent la continuation de la grève et de l'occupation.

A Renault-Flins, c'est le lock-out de la direction. Malgré cela, les ouvriers se rendent sur les lieux de travail à l'appel des syndicats.

Ce même lundi, des débrayages de solidarité ont lieu dans les usines Renault de Douai, du Mans et de Billancourt.

*(Suite page 8)*

## Editorial

## *Soutenir les ouvriers de Renault*

Ainsi donc, il n'aura pas fallu longtemps pour que le gouvernement « libéral, social et patati patata » de Giscard et Barre fasse appel aux tribunaux et au lock-out contre les ouvriers de Renault. Cela montre bien ce que craignent par-dessus tout les capitalistes : c'est une riposte efficace de la classe ouvrière contre les attaques incessantes qu'elle a subies depuis l'automne de 1968 et notamment depuis la mise en place des plans Barre. Or, Renault, c'est Renault, c'est la forteresse ouvrière, un bastion prolétarien dont les mouvements ont toujours un écho.

Précisément aujourd'hui, la classe ouvrière, les travailleurs ont au fond d'eux un sentiment de colère contre ceux qui leur font payer la crise capitaliste mais ils cherchent encore comment lutter.

Les ouvriers de Renault, en occupant, ont touché juste : le blocage de la production, donc des profits, voilà une chose insupportable pour les exploiteurs. Ceux-ci ont réagi suivant leur logique qui n'a rien à voir avec la « justice sociale » dont Giscard a toujours la bouche pleine.

Quand un patron ou l'État-patron lock-oute ou licencie des dizaines de milliers d'ouvriers, c'est le la restructuration, quand des ouvriers exigent un salaire décent, c'est de « l'atteinte à la liberté du travail ».

Le gouvernement, le patronat aiment bien que les ouvriers produisent tranquillement : vous pouvez réclamer des négociations, vous pouvez vous asseoir autour d'un tapis vert, mais surtout restez calme !

Alors que faut-il faire ? Écouter les patrons ? C'est impossible : eux ne s'arrêtent pas de pressurer leurs esclaves salariés. Il faut donc lutter. Mais il envoient leurs flics, leurs CRS. Alors que faut-il faire ? Arrêter la lutte ? Non, c'est parce que les ouvriers sont en position de force que les capitalistes sont furieux. Il faut étendre la lutte, soutenir partout les ouvriers de Renault : leur combat est celui de tous les ouvriers, ce n'est pas seulement une lutte pour des revendications économiques, c'est face à la justice et au gouvernement Barre une lutte politique de classe.

L'appel de la Régie au tribunal de Rouen et la décision d'expulsion prise par le tribunal placent la lutte de Renault-Cléon directement sur le terrain politique : contre l'appareil d'État et la bourgeoisie.

Soutien total aux ouvriers de Renault !

Unité avec les ouvriers de Renault contre le plan Barre de blocage des salaires et [illegible] e des prix !

Unité avec les ouvriers de Renault contre l'État capitaliste !

# Le double jeu de la France en Afrique

Ce lundi, s'est ouverte à Paris la conférence des cinq grands pays occidentaux (USA, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, France) sur l'Afrique. L'enjeu en est clair : l'URSS a assuré sa mainmise sur l'Angola et la corne de l'Afrique, elle s'est attaquée par mercenaires interposés au Zaïre.

A l'appel des chefs d'État africains, les pays occidentaux apporteront, lors de cette conférence, une première réponse : analyser la situation créée en Afrique aujourd'hui par la présence russe de plus en plus envahissante et donner des premiers éléments de réponse.

Que la France, comme les autres pays occidentaux, se pose la question de défendre l'Afrique face à l'invasion russe, parce qu'elle a en Afrique ses propres intérêts est une chose évidente. De toute façon, tout État, comme tout individu agit pour ses intérêts.

Ce qui compte avant tout aujjourd'hui, c'est que ces intérêts-là convergent en grande partie avec ceux des pays africains sur un point fondamental : arrêter l'agression russe en Afrique. C'est pour cela que le gouvernement français a envoyé des troupes et du matériel au Zaïre. C'est le but premier de la conférence de Paris en ce début de semaine.

Mais la politique française en Afrique est à double face. L'intervention criminelle au Tchad est là pour nous le rappeler. Il faut analyser chaque fait de façon concrète. L'intervention française au Tchad et l'intervention française au Zaïre ne peuvent être mises sur le même plan, car elles n'ont pas joué dans le faits le même rôle et n'ont pas eu les mêmes résultats.

Si l'intervention française au Zaïre a eu pour résultat concret et objectif de contribuer à faire reculer l'agression russe, il n'en va pas de même pour l'intervention française au Tchad. Au Tchad, les forces en présence aujourd'hui sont d'un côté les patriotes tchadiens qui luttent pour leur indépendance nationale et de l'autre côté, le gouvernement français, aidé du gouvernement tchadien. Ce que défend l'impérialisme français au Tchad, c'est avant tout ses intérêts économiques et politiques d'impérialiste.

Voilà pourquoi l'anéantissement d'un millier de patriotes par les troupes françaises au Tchad est un acte inadmissible, un crime barbare, impérialiste.

(Voir page 3 le communiqué du Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France).

## • Tchécoslovaquie

Au total, quarante et une personnes, signataires de la « *Charte 77* » ont été arrêtées par la police, quelques heures avant l'arrivée de Brejnev à Prague. Parmi elles, le porte-parole de la Charte : Ladislav Hejdanek.

Jeudi matin, une dizaine de personnes étaient relâchées suite à l'expiration du délai de 48 heures de garde à vue et vendredi, elles étaient à nouveau arrêtées. Le but de ces opérations était de faire face nette pendant la visite de Brejnev. C'est qu'il fallait montrer un pays bien en ordre !

Le gouvernement tchécoslovaque a déclaré aux personnes arrêtées qu'elles étaient *suspectées* d'avoir voulu diffuser des tracts subversifs. Faire face lors de la visite de Brejnev, c'était vraiment intolérable !

## • Iran

De nouveau, la police a réprimé une manifestation d'étudiants à Téhéran qui exigeait que l'armée se retire de l'université et des bâtiments annexes. Durant cinq heures, de violents affrontements se sont produits, les étudiants ripostant à l'attaque des flics.

## • Pérou

# LE PRIX DE LA DEPENDANCE

*Meeting contre la faim et le chômage.*

**Depuis une semaine, le Pérou se trouve sous l'état d'urgence; garanties constitutionnelles suspendues et couvre-feu dans les principales villes.**

**Treize dirigeants des partis progressistes et d'extrême-gauche ont été extradés en Argentine. Plus de 3 000 syndicalistes sont en prison.**

### CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

**Ces dispositions ont été prises par le gouvernement du général Francisco Morales Bermudez pour faire face à la mobilisation du peuple contre les mesures économiques décrétées le 15 mai et qui se traduisent par une augmentation de soixante pour cent en moyenne pour les principaux articles de première nécessité. Cette mobilisation s'est traduite notamment par la grève et les manifestations des 22 et 23 mai, férocement réprimées par la police et l'armée.**

**Dès l'annonce du « paquet économique », dans tous les quartiers de Lima, dans tout le Pérou, le peuple manifeste sa colère. Six fédérations syndicales départementales décrètent la grève générale, massivement suivie.**

### UNE COLERE RAREMENT VUE

**Au niveau national, les vingt-quatre centrales syndicales et fédérations indépendantes* annoncent une grève générale pour les 22 et 23 mai. Elle sera massivement suivie. Le pays se retrouve totalement paralysé. Les habitants des bidonvilles dressent des barrages sur les routes pour empêcher le passage des tanks et automitrailleuses de l'armée qui patrouillent. des meetings locaux en plein air s'organisent dans tous les quartiers, regroupant de 150 à 2 000 personnes. Les femmes, notamment, manifestent au son des casseroles vides en criant «*Les militaires mangent notre pain* » et « *A bas Morales* ». L'armée riposte en lançant des bombes lacrymogènes. Elle poursuit les manifestants cherchant à les acculer dans les impasses pour les y tabasser. Elle n'hésite pas à tirer dans la foule. On dénombrera vingt-quatre morts et de nombreux blessés, parmi eux des lycéens et des enfants. Les manifestants s'organisent pour couvrir de terre les grenades lacrymogènes, aussitôt qu'elles sont à terre. Ils répandent sur les rues des hérissons de fer et crèvent ainsi les pneus des automitrailleuses. Sur la route nationale qui va vers le nord du pays, on creuse des tranchées pour empêcher les passages des véhicules militaires. A Huancavelica, dans le nord-est du pays, les manifestants dynamitent une tour de haute tension, la prison et le frigorifique. Les paysans se mobilisent également et l'armée lance sur eux des grenades lacrymogènes du haut de ses hélicoptères. « *L'action subversive d'éléments qui tournent le dos à la patrie* », selon le communiqué officiel, causera l'accident d'un hélicoptère de l'armée. Plusieurs officiers y trouvent la mort, en particulier un général et un colonel. Pour les mêmes raicauses, un camion de la Garde civile a un accident et quatre policiers meurent.**

**Le gouvernement se voit dans l'obligation de suspendre les garanties constitutionnelles et de proclamer l'état d'urgence dans tout le pays. Quelques jours auparavant, un ministre avait affirmé que : « *seuls les gouvernements faibles ont recours à la répression* »...**

**Les journées de grève générale ont montré un niveau de mobilisation tel qu'on ne l'avait pas vu depuis longtemps. Les orateurs qui sont intervenus dans les différents meetings dans tout le pays, ont dénoncé l'impérialisme américain comme l'inspirateur direct des mesures antipopulaires et le responsable de la paupérisation agricole, l'aggravation de la malnutrition et le chômage croissant dans le pays.**

### LA LOI DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**Les mesures économiques ont en effet été dictées par le Fonds monétaire international (FMI), sorte de police économique des grandes banques américaines pour les pays du tiers monde. La dette extérieure du Pérou se monte à plus de cinq milliards de dollars. Au mois de mai, le gouvernement se vit dans l'incapacité de faire face à une échéance de 250 millions de dollars de dettes. Une mission gouvernementale se rend alors aux États-Unis pour négocier un délai. La réponse des milieux financiers est catégorique. Pas de délai à moins de se plier aux mesures de « *stabilisation économique* » concoctées par le FMI, pour qui le paiement des dettes prime tout. Pour cela, il faut, dit-il, restreindre la consommation interne, réduire les dépenses de l'État, ce qui implique la suppression des subsides pour les produits alimentaires, l'abandon des projets de développement, la vente des entreprises de l'État aux capitalistes privés. La mission revient des États-Unis, en annonçant que « *les conditions pour une négociation de la dette sont remplies* ». Le gouvernement a plié.**

**La dépendance du Pérou, vis-à-vis de l'impérialisme américain est allée s'accroissant dans les dernières années. Il dépend de l'étranger pour la plupart des matières premières, l'équipement industriel et nombre de produits alimentaires (blé, lait, matières grasses, etc.) La dévaluation du sol, monnaie péruvienne, par rapport au dollar a été de 700 pour cent dans les trois dernières années. Outre la classe ouvrière et la paysannerie, la petite et moyenne bourgeoisie est durement touchée et nombre d'entreprises ont fait faillite**

### OPPOSITION GRANDISSANTE A L'IMPÉRIALISME

**Le gouvernement militaire s'est retrouvé de plus en plus isolé et pour perpétuer le régime de soumission à l'impérialisme sous des couleurs démocratiques, il a convoqué à des élections pour une assemblée constituante qui, prévues pour la première semaine de juin, ont été repoussées au 18 juin. L'opposition se retrouve également au sein-même de l'armée, et ces dernières années, deux généraux et plusieurs officiers ont été radiés de l'armée et ont formé le Parti socialiste révolutionnaire, d'inspiration nationaliste.**

*La répression à visage découvert.*

**Les partis qui se réclament du marxisme-léninisme, quoique divisés ont une audience importante, notamment chez les mineurs et les métallos et au sein de la paysannerie. De récents sondages prévoyaient que ces partis ainsi que les partis de gauche auraient entre 30 et 40 % des voix aux élections.**

**Quant au Parti communiste (révisionniste) son appui sans condition au gouvernement militaire instauré en 1968 et qui avait certains aspects nationalistes et son « *appui critique* » à l'actuel gouvernement lui ont valu l'opposition croissante du peuple. La majorité de sa base a refusé de le suivre dans cette politique et l'a quitté à la fin de l'année dernière. De même la majorité des bases de la CGT péruvienne (CGTP) ont dénoncé la direction et formé un « *comité coordinateur des bases de la CGTP* ».**

### VERS L'UNION OUVRIERS-PAYSANS

**Les combats de la fin mai ne constituent sans doute qu'une première étape dans la lutte contre le régime et un pas important dans l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie. D'ores et déjà, la majorité des syndicats et des fédérations indépendantes se sont unies au sein d'un comité de lutte unitaire, avec certains partis progressistes, sur une plateforme qui réclame notamment l'annulation des dernières mesures économiques, le non-paiement de la dette extérieure, une augmentation de salaire de 100 %, le respect du droit de grève et des droits syndicaux, l'annulation de la dette agraire (imposée aux paysans lors de l'expropriation des terres des grands propriétaires terriens qui ont été en fait étatisés) et une amnistie générale.**

*De nombreuses fédérations syndicales, notamment celles des mineurs, des métallos, des pêcheurs, ont dénoncé la direction révisionniste de la CGTP pour s'organiser indépendamment sur une ligne de lutte de classe.

Il fallait en 1975, 4 858 sols (150 sols égalent 1 dollar) à une famille de cinq personnes pour vivre pendant un mois. Il en faut aujourd'hui 25 082. Le salaire mensuel moyen à Lima est de 13 355 sols. Il y a 6,2 % de travailleurs au chômage et 52 % de sous-employés.

## • Chili

# 200 grévistes de la faim dans le pays Le mouvement s'étend dans le monde

Vendredi, ils étaient environ 200 à faire la grève de la faim au Chili. Dix-sept villes sont touchées et cela depuis le 22 mai.

A l'origine, ce sont les femmes des disparus qui ont lancé ce mouvement. Peu à peu, celui-ci progresse et touche les travailleurs, les étudiants et aussi les religieux.

Les grévistes sont décidés, bien que 60 d'entre eux connaissent déjà des problèmes de santé, à poursuivre leur mouvement jusqu'à ce que Pinochet cède au moins sur un point : où sont les disparus ?

L'archevêque de Santiago a réaffirmé jeudi qu'il allait apporter son aide aux grévistes.

De même, les organisations syndicales ont apporté leur soutien formel mais pour l'instant aucune grève n'a été déclenchée.

Un important soutien s'organise dans le monde. Un peu partout, en Amérique latine (Argentine, Pérou...), en Europe, etc., des personnes ont entamé une grève de la faim pour soutenir ceux qui luttent au pays. Pour leur grande majorité, il s'agit d'exilés chiliens.

A Paris, ils sont seize à avoir commencé la grève le vendredi 26 mai. Ils sont maintenant installés dans l'église Saint-Hyppolyte dans le 13e arrondissement.

D'autres personnes, exilées elles aussi, sont là pour faire connaître la lutte que mène à l'heure actuelle le peuple chilien et pour accueillir ceux qui viennent apporter leur soutien.

En quelques jours, le mouvement s'est largement étendu au Chili et dans le monde. Le soutien s'organise peu à peu. Pinochet, pour l'instant, est resté sur des positions dures : arrêtez votre grève, on verra après.

Les grévistes ont refusé de faire confiance au No 1 de la junte fasciste et continuent à lutter jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction.

PARIS ( Parvis Notre-Dame)

Le mardi 6 juin 1978, jour du match France-Argentine, à 18 h 30, aura lieu un grand rassemblement de femmes en noir, (à l'initiative d'Amnesty International) en signe de solidarité avec les femmes argentines qui se rassemblent chaque semaine place de Mai, à Buesnos Aires.

# L'Afrique aux Africains

## Communiqué du Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France

le 5 juin 1978

Grâce à leurs luttes, la plupart des peuples d'Afrique ont réussi à se libérer du colonialisme et à conquérir leur indépendance.

Cependant, en Afrique, c'est toujours la guerre : au Zaire, en Angola, au Tchad, dans la corne de l'Afrique, au Sahara occidental, en Afrique du Sud, en Rhodésie.

Les peuples africains doivent encore lutter pour leur libération, contre les agressions extérieures et les ingérences impérialistes dans leurs affaires intérieures.

Car l'Afrique est non seulement un continent extrêmement riche en matières premières et en ressources naturelles de toute sorte, mais elle occupe également une position stratégique importante pour le contrôle de l'Europe et du monde.

C'est pourquoi l'impérialisme, et notamment les deux superpuissances USA et URSS dans le cadre de leur rivalité pour l'hégémonie mondiale, se la dispute avec tant d'acharnement et l'Union soviétique y a lancé une offensive de grande envergure.

### HORS DU TCHAD LES TROUPES FRANÇAISES

Face à cette offensive, le peuple français a intérêt à s'unir aux peuples africains. Mais que fait le gouvernement français ? Incapable d'offrir aux pays africains une aide désintéressée, l'impérialisme français, contraint par la lutte des peuples de reconnaître l'indépendance de la plupart des pays qui constituaient son empire colonial, tente désespérément d'y maintenir son influence menacée par les deux superpuissances, notamment l'URSS, d'une part, et par la lutte révolutionnaire des peuples d'autre part.

Pour cela, il maintient sa domination coloniale sur l'île de la Réunion et occupe militairement l'île de Mayotte, parties intégrantes des Comores ; il apporte son aide militaire aux tentatives d'étouffer la lutte de libération nationale du Sahara occidental et n'hésite pas à se lancer dans une nouvelle aventure militaire au Tchad.

Ces derniers jours, les troupes françaises viennent dans ce pays de se livrer à un horrible massacre en encerclant à l'aide de 600 soldats et avec le soutien de l'aviation et des troupes gouvernementales tchadiennes, plus de 1 000 patriotes du FROLINAT qui depuis de nombreuses années luttent les armes à la main contre le régime fantoche de N'Djaména et auraient déjà remporté la victoire sans l'intervention des troupes françaises.

### HORS D'AFRIQUE LES TROUPES SOVIÉTO-CUBAINES,

Ayant chassé le colonialisme ancien, les peuples d'Afrique se trouvent aujourd'hui confrontés à un nouveau danger extrêmement sérieux : celui des tentatives de mainmise et des interventions des deux superpuissances, USA et URSS.

L'Union soviétique, qui n'est plus un pays socialiste mais une superpuissance impérialiste, est la plus active en Afrique où elle intervient militairement avec l'aide de ses 39 000 mercenaires cubains.

*En Angola*, ce sont les Soviétiques et les troupes cubaines qui ont divisé le mouvement de libération nationale et ont transformé ce pays qui venait juste de se libérer du colonialisme portugais en une nouvelle colonie occupée par 21 000 soldats cubains.

*Dans la corne de l'Afrique*, n'ayant pas réussi à contrôler la Somalie, ils veulent la soumettre de force : pour cela, ils ont poussé l'Éthiopie contre elle. De même aujourd'hui, les soldats cubains et « *conseillers* » militaires russes encadrent l'armée éthiopienne pour tenter d'écraser les patriotes érythréens.

*Au Zaïre* enfin, ils ont regroupé, entraîné, armé et encadré les anciens gendarmes katangais commandés par l'ancien adjoint de Tchombé, l'assassin de Patrice Lumumba, et, à deux reprises, ont par leur intermédiaire envahi le Zaire afin de transformer ce pays en une nouvelle colonie russe. Non, les gendarmes katangais ne sont pas les libérateurs du peuple zaïrois, ce sont des mercenaires au service du social-impérialisme soviétique.

Ce que cherche en Afrique l'Union soviétique, ce n'est pas de soutenir les mouvements de libération nationale, c'est la coloniser, c'est l'arracher à l'influence de son rival américain et s'en servir dans sa stratégie d'encerclement de l'Europe.

### TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France a toujours lutté contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme français aux côtés des peuples en lutte contre lui.

Aujourd'hui, il vous appelle à apporter votre soutien à tous les peuples qui doivent poursuivre ce combat non seulement en Afrique, mais également dans les soi-disant départements et territoires d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, en Guyane, à la Guadeloupe et à la Martinique où les peuples veulent l'indépendance nationale.

Il vous appelle également à combattre, et de toutes vos forces, les deux superpuissances et notamment celle qui se montre la plus dangereuse et intervient massivement en Afrique, l'Union soviétique social-impérialiste.

Peut-on aujourd'hui, comme le font les dirigeants du PCF, condamner l'impérialisme français sans combattre pour l'indépendance nationale des pays encore colonisés par lui ?

Condamner l'impérialisme français mais soutenir et cacher les interventions soviéto-cubaines en Afrique ?

Non ! Ce n'est pas possible pour de véritables communistes ! Lorsque les peuples luttent pour leur libération, contre l'agression extérieure, pour avoir le droit de régler leurs propres affaires, les communistes, tous les travailleurs doivent être à leurs côtés.

C'est ce que font chaque jour les militants de notre parti et c'est ce qu'ils vous appellent à faire avec eux.

Hors d'afrique les troupes soviéto-cubaines !

Hors du Tchad les troupes françaises !

L'Afrique aux Africains !

# Marchais aux contestataires : «Ne vous faites pas d'illusions»

*« Mais personne ne doit se faire d'illusion, nous sommes bien décidés à répondre au problème politique qui se trouve posé (*les contestataires*) par une lutte politique résolue »* **a déclaré Marchais pour son premier discours public depuis l'échec électoral de la gauche.**

Marchais a donc dit non, résolument et violemment, aux contestataires qualifiés, par ailleurs, de *« petit groupe de membres du parti ». « Petit groupe ? ».*

Pendant que Marchais parlait ainsi, Leroy, Hermier et Juquin se faisaient chahuter dans les forums-débats : l'UEC de Paris 6 distribuait à son stand un tract contre les pays d'Europe de l'Est et l'URSS ; l'UEC de Tolbiac vendait les livres d'Althusser et aussi des affiches chinoises et des livres des Éditions de Pékin ; l'UEC de Bordeaux diffusait la revue *« Positions »*, proche d'Althusser.

On apprenait par ailleurs que la pétition lancée par des intellectuels contestataires recueillait à la veille de ce week-end 1 200 signatures dont celles d'ouvriers de Renault ! Bref, une *« petite poignée »* qui fait un grand poids. (Voir notre article page 8).

### QUELLE STRATÉGIE ?

Première partie du discours de Marchais : la traditionnelle accusation du PS, responsable de l'échec des 12 et 19 mars. Devant cette réalité, que faire ? Marchais n'osa même plus parler de refaire l'Union de la gauche avec le PS, ce qui restait pourtant le centre de son discours devant la dernière réunion du Comité central.

Il est vrai que Mitterrand, vendredi dernier, avait publiquement reconfirmé à France-Inter : *« Le Programme commun de la gauche se trouve aujourd'hui, quant à la durée du contrat prévu, forclos »*. C'était l'enterrement discret (jusqu'à nouvel ordre) de ce qui fut le centre de la stratégie des deux grands partis de gauche.

Alors le PCF allait-il se lancer dans une nouvelle stratégie ? En parole, cela se pourrait : il n'y a qu'à voir l'insistance que Marchais met aujourd'hui à parler des luttes, Renault en tête, alors que pendant des années il n'a parlé, au fond, que d'élections. Combien de fois ne nous a-t-on pas dit de modérer ou même d'arrêter les luttes et les grèves pour ne pas déranger le planning électoral ? Les choses seraient-elles changées aujourd'hui ? Non. Et la réponse de Marchais aux contestataires allait bien le montrer.

### « DOIT ETRE BATTUE ET LE SERA »

La réponse de Marchais aux contestataires fut claire, aussi claire que lors du Comité central : la stratégie du 22e congrès ne sera pas remise en cause. C'est-à-dire que la stratégie électoraliste reste en place et le restera.

Quant aux contestataires, seront-ils exclus ? Non, répond Marchais. Mais il ajoute : l'entreprise des contestataires « doit être battue. Elle le sera ». Il n'y aura donc pas de discussion, pas de réformes, pas de changements au sein du PCF. L'opposition sera écrasée, *« politiquement »*.

Dès lors la question posée à tous les militants de base et aux intellectuels contestataires est la suivante : si on ne peut réformer le PCF, ne faut-il pas le quitter ?

## Demande de contact

***Contre le gouvernement Giscard-Barre,***
***Pour sortir de l'impasse des partis de gauche***
***Lutter dans l'unité,***
***S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.***

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Profession . . . . . .

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

**Pour toute correspondance, téléphonez au numéro suivant :**

**205 51 10**

MEETING-DÉBAT
Vendredi 9 juin à 20 heures
Organisé par le « Collectif pour l'Information et la Popularisation des luttes polynésiennes ».

Et soutenu par : Le Foyer Kanak en lutte, le GRS, l'Humanité rouge, la LUA, l'OCFml, l'UCFml, l'UEG.

Projection de diapos sur le « Mythe de la Polynésie ».
A l'auditorium de l'INODEP
34, avenue Reille - 75014
Métro Cité Universitaire

### HIDALGO A « RADIOSCOPIE »

Michel Hidalgo, entraîneur de l'Équipe de France de football, aura sans doute bien des choses à raconter sur France-Inter, mardi à 16 h, lors de l'émission « Radioscopie ».

Interviewé en direct de l'Argentine, Hidalgo devrait être amené à parler de la situation dans ce pays, du boycott de la Coupe du monde, des bruits qui courent autour du financement des joueurs et aussi de la façon dont sont traités les entraîneurs et footballeurs : quand ils gagnent ce sont des héros, quand ils perdent, ce sont des exclus...

« Radioscopie », sur France-Inter, mardi 6 juin, à 16 heures, une émission à suivre.

• Centrale nucléaire de Paluel (Seine Maritime)

# Le phénix de la répression

La centrale nucléaire de Paluel est en construction à proximité de Saint-Valéry-en-Caux, ville qui se trouve entre Le Havre et Dieppe. Les travailleurs de chantiers, ont mené de nombreuses grèves. Malgré l'intervention des gardes mobiles, la grève continue.

Pour contruire la centrale, on a creusé un grand trou dans la falaise puis on a installé du grillage et un poste de garde. On a fait venir 600 ouvriers du Génie civil, un chantier immense est alors ouvert.

Les patrons, ce sont les banques d'Indochine et de Suez par leurs sociétés Sainrapt et Brice. Ils sont 600 Français et immigrés unis, ce jeudi 11 mai, à se mettre en grève et à décider l'occupation.

ILS DISENT « NON »

La grève, ils connaissent. Ils commencent ce jour-là leur huitième semaine de grève en huit mois. Ils sont 600 à dire « *« Non au travail posté », à dire « Non aux neuf heures quotidiennes », à dire « non aux truquages des bulletins de salaire, à dire « Oui aux huit heures », à dire « Oui à l'augmentation de la prime »*.

DES HOMMES EN NOIR...

Dans la nuit du 17 au 18 mai, des hommes en noir débarquent, les mousquetons remplacent la pelle, les casques changent de couleur et s'agrémentent d'une visiére.

Les travailleurs ont été évacués. Le 24 mai, c'est la charge policiére, dans toutes ses régles contre les ouvriers rassemblés devant les grilles. Cinq grévistes blessés envoyés à l'hópital, de nombreux blessés à la tête et aux jambes. Les grenades offensives étaient prêtes. Le jeudi 25 et vendredi 26, sur ordre du préfet de Seine-Maritime, les foyers-logements sont visités par des escouades bottées (gardes mobiles).

Les travailleurs immigrés sont réquisitionnés et sont entassés de force dans les cours. Et c'est escortés par la police qu'ils rentrent dans le chantier.

Malgré toutes ces épreuves de force, la grève se poursuit toujours. Lundi, les travailleurs doivent se rassembler devant les grillages de la centrale pour prendre connaissance du développement des négociations.

LISEZ NOTRE BROCHURE
« La question de l'énergie nucléaire » (5 F)

Passez vos commandes à l'APN BP 279 – 75886 Paris Cedex 18. Joindre le réglement.

# Avec ceux de Renault-Cléon

*Renault-Cléon, vendredi matin. (Reportage Jacques DUROC)*

« *On ne rentre pas* ». Ces mots sur une banderole, à l'entrée située à l'angle de la vaste usine de Renault-Cléon, témoignent que l'occupation continue. Les chaines au portail, les batteries de lance d'incendie et d'extincteurs, et les travailleurs derrière les grilles montrent que ce n'est pas symbolique. Les cadres qui, ce vendredi matin ont tenté à 5 h 30, de pénétrer dans l'usine, à partir du bâtiment dont ils ont l'accès (tout près des grilles), ont pu s'en rendre compte : ils ont été repoussés avec la vigueur et la fermeté que méritait ce commando bien matinal !

A toutes les entrées, on veille ainsi, avec plus de monde à l'entrée principale. A l'heure de l'équipe d'après-midi, les cars arrivent. Les travailleurs se massent devant l'entrée. Un certain nombre rentre pour répondre à l'appel à renforcer l'occupation.

Beaucoup restent au dehors, à bavarder, sous la pluie pourtant. Non pas qu'ils veuillent travailler – la plupart sont bel et bien grévistes – mais ils n'ont pas envie d'entrer : il faut dire qu'à part occuper, il n'y a pas d' « *occupation* » qui pourraient les mobiliser à l'intérieur. Certains en parlent comme d'assemblée générale où on pourrait discuter, s'organiser..

Certains responsables syndicaux de la CGT, durement secoués ces jours-ci pour avoir pendant des années dévoyé la combativité (c'est bien cette ligne nue critiquent vertement certains travailleurs aujourd'hui), s'accrochent à leur pouvoir de décision : l'intersyndicale est fermée aux travailleurs en lutte

Alors que l'unité et le soutien mutuel donneraient une force bien plus grande face aux patrons de la Régie. Élargir l'intersyndicale à des gars élus en assemblée générale, ce serait bien.

Quant aux cadres, ils étaient présents plutôt à l'écart, et sans beaucoup d'amateurs pour parler avec eux et pas assez forts avec la prétendue majorité de non-grévistes (petite minorité en fait) pour tenter quelque aventure.

S'ouvrir plus à l'extérieur, non pas en quittant la boite bien sûr, mais en invitant des délégations d'autres boites, en popularisant largement : voilà qui renforcerait aussi la lutte. Ce sont des idées qui courent.

*Les ouvriers de Renault-Cléon, vendredi matin. (Photo HR).*

• Région Lille-Tourcoing

# *Quand les travailleurs du textile décident que ça commence à bien faire...*

Dans la région de Tourcoing-Vallée de la Lys, les travailleurs du textile ont engagé la lutte pour de meilleurs salaires. Déjà les travailleurs de la SIFT (groupe DMC- Tourcoing et Neuville-en-Ferrain) ont décroché, après quinze jours de grève avec occupation, une prelière victoire : ils ont obtenu le 13e mois et une prime de 120 francs.

Bien sûr, l'essentiel, 1 franc de l'heure en plus, ils ne l'ont pas obtenu : et s'ils ont repris le travail, c'est bien conscients qu'ils sont que la lutte seule leur premettra de gagner.

C'est parce que les travilleurs s'en rendent compte qu'ils ont engagé le bataille : aux Etablissements URGE (entreprise pilote selon le syndicat patronal du textile: 20 à 25 % du tissu d'ameublement français) à Comines (frontière), les tisserantds sont en grève depuis le 18 mai pour 2,50 F de l'heure.

C'est le cas aussi des travilleurs de chez D. Leurent (Agache-Willot) et Motte-Dewavrin à Roncq (près de Tourcoing) en grève depuis plus d'une semaine et qui ont d'ailleurs organisé une manifestation combative le 31 mai avec une délégation de la SIFT.

C'est encore le cas des tisserands de chez Lemaitre-Demeestere (Halluin) où les tisserands ont débrayé massivement le 2 juin, également chez Flipo frères (Tourcoing) en grève à 100 % depuis le 2 juin.

Des débrayages ont eu lieu égalemnt à la MFTC (Agache-Willot) à Tourcoing et chez Motte-Bossut (velours) à Roubaix.

Pas étonnant que, lors d'une assemblée de grévistes à Roncq, un travailleur parle de « *lutter unis jusqu'au bout... comme en 1968* ».

Décidément, si Barre pensait que l'accordéon-musette de Valéry suffirait à persuader les travailleurs de subir la crise en silence, voilà qui lui permettra d'avoir une vue plus exacte du consensus dont il ne cesse pas de se prévaloir.

• La Lainière-Cambrai

## «Maintenant qu'on est parti, on va tenir le coup»

**A La Lainière de Cambrai, le week-end n'a pas entamé le moral combatif des ouvrières et ouvriers. La grève est plus dure que celle de 1974.**

**Vendredi matin, une manifestation de popularisation a rassemblé environ 1 700 travailleurs et travailleuses.**

**L'occupation, est poursuivie pendant le week-end, empêchant toutes les entrées, mêmes des cadres (sauf les deux directeurs). La direction a donné l'ordre par huissier d'évacuer.**

**Lundi matin, a lieu une assemblée générale pour décider de la poursuite du mouvement. Les grévistes attendent le soutien des autres usines du groupe, comme La Lainière de Roubaix où les travailleurs doivent tenir une assemblée générale, mardi, pour décider de l'action à suivre...**

• Dehe-Dijon

# Trois chantiers bloqués

Quelques rappels : Dehe, c'est ce patron qui sous-traite à la SNCF le renouvellement des voies. Les ouvriers immigrés pour la plupart, sont logés dans des wagons à des prix éhontés. En grève depuis cinq semaines, ils revendiquent une augmentation de la prime de déplacement, le 13e mois et la réfection des wagons-dortoirs.

Les grévistes tiennent bon malgré le patron, les tribunaux, les interventions des flics... 60 grévistes de Mâcon et 10 de Dijon sont partis à Limoges pour occuper le chantier que Dehe a tenté de mettre en route avec le soutien d'un autre patron. Ce dernier a été obligé, à la suite de cette occupation, de se retirer du chantier : c'est une victoire pour les travailleurs de Dehe, puisque maintenant, un troisiéme chantier est bloqué.

Bien sûr, comme à Mâcon, le tribunal vient de décreter l'évacuation et les occupants s'attendent à voir les flics se ramener du jour au lendemain... C'est pourquoi, à Limoges, à Mâcon, à Dijon, comme ailleurs, il est nécessaire de poursuivre et d'amplifier le soutien et la solidarité.

A Dijon, les grévistes et les syndicats CFDT-cheminots et bâtiment ont convoqué une réunion en vue de créer un comité de solidarité chargé de développer celle-ci. Dans un premier temps, il est prévu d'organiser un gala de soutien la semaine prochaine.

Correspondant HR-DIJON.

# *Le printemps est plein d'espoir dans le bocage normand*

## Le marchand de vaches, Corvée, veut la ferme de Malabri, les paysans s'unissent pour qu'elle reste aux Busnot

En 1973, Madame Sellier, propriétaire de la ferme de Malabri (18 ha) vend celle-ci à Corvée, étudiant en droit, fils d'un gros marchand de bestiaux. La SAFER préempte* pour installer B. Busnot, petit paysan récemment évincé, à la recherche d'une ferme. L'affaire arrive en justice, Corvée attaque la SAFER pour nullité de préemption et gagne le procès en appel et en cassation.

Les paysans,eux, jugent différemment , les petits agriculteurs qui sont nombreux dans le bocage seront les premiers à soutenir activement la famille Busnot.

Mais non sans difficultés.

### ON SONNE LE TOCSIN

En octobre 1975, Corvée tente avec une vingtaine de ses acolytes de s'installer et d'expulser la famille Busnot. Le fils du fermier court avertir un proche voisin qui sonnera la tocsin pour appeler à la riposte. Vingt quatre agriculteurs sur quarante de la commune arrivent ainsi qu'une centaine d'autres dans les quelques heures pour finalement faire échouer le projet de Corvée. Cependant Corvée ne renonce pas à son installation future !

Le soutien s'organise suite à cette provocation ; par des assemblées générales où participent des agriculteurs syndiqués de différentes tendances et non-syndiqués.

Seule la direction de la féderation (FNSEA) voit cela d'un mauvais œil. Déjà, le jour de la riposte à l'installation de Corvée, le président déclarait publiquement : « *Il faut soutenir la SAFER en justice (cassation), car, si elle perd son procès, la famille Busnot devra partir ; contre la propriété on ne pouvait rien* ». Par contre les petits et moyens paysans eux disaient : « *On se fera tuer sur place s'il le faut mais on restera avec la famille Busnot* ».

Dès lors, *la défense du droit au travail de la famille Busnot* devenait principal par rapport à cet organisme : la SAFER, qui contribue dans d'autres cas nombreux à la disparition des petites fermes.

### LES OBJECTIFS DE LA LUTTE

L'objectif du Comité de soutien (100 personnes) est : élargir le mouvement de solidarité par de l'information maximum et des actions collectives.

Le ramassage des foins est fait collectivement ; puis un pique-nique qui rassemblait 150 paysans des environs est organisé.

Ce jour-là, des pontifes de la fédération de CDJA de l'Orne sont contraints d'abandonner le micro pour laisser s'exprimer les participants qui, demandent :

– Une lettre destinée à la SAFER exigeant d'elle son soutien ferme ; jusqu'au bout et même dans l'illégalité à la famille Busnot.

– Des assemblées générales tous les mois pour organiser un meeting de masse à la ferme de Malabri.

Plusieurs mois plus tard la SAFER désavoue le fermier et le meeting (21 novembre 1976) rassemble 2 000 personnes ; des petits et moyens paysans ; ouvriers agricoles de la région ainsi que des ouvriers d'usines. La fédération ne soutient pas cette journée. *Désormais le soutien devient très large*, cela rassure la famille Busnot et donne un espoir aux payans petits et moyens menaçés dans la région.

### CONTINUER

Mais Corvée n'a pas encore compris. Par conséquent il faut continuer l'action. Une récolte d'herbe en ensilage est effectuée ainsi que des réparations de toitures... etc. Collectivement. marquant ainsi notre volonté de rester à Malabri.

Soudain dans la nuit du 24 mai 1977, des actes de vandalisme détruisent (avec du chlorate de soude) deux ha de pâture, l'ensilage récemment effectué, brisent des clôtures... etc. Une nouvelle manifestation à lieu le jour et des tours de garde la nuit sont organisés par le comité de soutien qui dure depuis 1 an.

La propriété agricole qui soutient Corvée ne doit pas s'étonner de ces actes crapuleux quand on sait qu'au cours de son assemblée générale, la résolution finale disait : « *La fédération de la propriété agricole défendra par tous les moyens et sur le terrain, s'il le faut, la dernière parcelle de pouvoir qui risque de lui échapper* ».

Plusieurs tracts diffamatoires attaquant des membres du comité de soutien et faisant allusion au « *torchon de l'Humanité rouge* » furent répandus clandestinement dans la campagne pour tenter en vain de détruire la solidarité. Les plaintes déposées à la suite de ces actes permettent de démasquer l'imprimerie et le propriétaire d'une voiture contenant du... chlorate de soude. Mais pour la justice, ce serait du désherbant à céréales !!!

Aujourd'hui une procédure en justice est ouverte et passera à Caen le 12 juin à la demande du fermier (tierce opposition -SAFER-Busnot-Corvée).

Le comité de soutien appelle toutes les personnes et organisations à soutenir la famille Busnot et par là-même, le droit au travail de nombreux petits et moyens paysans qui sont condamnés à l'expulsion ou à la soumission aux propriétaires terriens toujours plus avides de profits.

Correspondant de l'Orne

*Les installations construites (aire d'ensilage et logettes pour les animaux) que l'on voit derrière le tracteur, ont été construites par le comité de soutien.*

**SAFER : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.*

**préempter : droit qu'a la SAFER pour acheter en priorité de la terre.*

## 2 victoires

### CHR- GRENOBLE

Le 30 mai à 19 h, les hospitaliers se sont retrouvés devant le conseil d'administration. 250 personnes ont participé au buffet campagnard organisé par la CGT et la CFDT. Malgré la pluie et l'heure tardive, la mobilisation ne faiblissait pas.

Aprés une attente de 2 h, où le mot d'ordre « *13 h pour tous comme à Paris* », était repris avec force, nous apprenions par les délégués que les 13 h étaient gagnées. conseil d'administration s'engage à débloquer une masse d'argent pour les payer depuis février 1978. L'enthousiasme était général.

Le Conseil a également donné son accord pour une augmentation de 250 F pour tous, intégrés au salaire. Reste à voir si cela restera un vœu pieux.

Le 31 mai, au matin, avait eu lieu une manifestation régionale intersyndicale regroupant 2 000 travailleurs.

La lutte continue au CHR.

### COIGNET –ROSNY-SUR-SEINE

Aprés 50 jours de gréve dont trois semaines d'occupation, la reprise a été votée pour le jeudi 1er juin.

Le patron a cédé sur les revendications essentielles (voir HR No 890) :

– 7 % d'augmentation, accord de révision des salaires tous les 6 mois sur la base de l'indice INSEE, chaussures de sécurité payées, etc...

Malgré la longue gréve, malgré les menaces, les coups de rasoir contre un délégué syndical, le moral n'est pas atteint.

Certes, toutes les revendications n'ont pas abouti (ex. sur la prime d'assiduité). Mais pourtant, cette lutte est un succés : c'est un succés sur les revendications immédiates. C'est aussi un succés grâce à l'entrée en gréve le 29 mai de ceux d'Aulnay, mais c'est aussi un succés de classe, car pour la premiére fois, la direction a dû céder devant la détermination des travailleurs et car, ils reprennent le travail, en étant conscients qu'ils n'ont pas tout obtenu et qu'il faudra continuer.

Cette lutte a montré qu'il est possible de vaincre même les patrons les plus durs et que leurs intimidations ne sont rien face à l'unité des travailleurs.

Correspondant HR.


# UN MOIS DE REPORTAGE EN CHINE

## DES JOURNALISTES RACONTENT...

Pendant un mois, des journalistes de l'« Humanité rouge » ont parcouru la Chine à l'invitation du « *Quotidien du peuple* », organe du Comité central du Parti communiste chinois. A partir de notre édition du lundi 29, et chaque jour jusqu'en juillet, nous consacrerons une page de notre journal aux articles, interviews et reportages qu'ils ont ramenés de Chine.

Lisez et faites lire cette série qui se poursuivra jusqu'en juillet (passez dés maintenant vos commandes à l'administration pour vous procurer la double page centrale de l'édition du 26 mai tirée à part, en affichettes, destinées à être collées en certains points précis : prés des usines, dans certains quartiers, à proximité des kiosques diffusant notre journal).

## Abonnez vous et faites abonner à l'Humanité rouge quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chéque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

### QUOTIDIEN

| | pli ouvert | abt de soutien | pli fermé |
|---|---|---|---|
| 1 an | 350 F | 500 F | 700 F |
| 6 mois | 180 F | 250 F | 360 F |
| 3 mois | 90 F | 150 F | 180 F |
| 1 mois | 30 F (22 No) | 50 F | 60 F |

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (« *L'État et la révolution* » de Lénine, etc.): Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre « *Dix syndicalistes en Chine* » ou « *Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968* » écrit par Jacques Jurquet.

## Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

| | Pli ouvert | abt de soutien | pli fermé |
|---|---|---|---|
| 1 an | 75 F | 100 F | 150 F |
| 6 mois | 38 F | 50 F | 76 F |
| 3 mois | 20 F (7 No) | 30 F | 40 F |

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : . . . . . Prénom : . . . . . .
Rue : . . . . . Commune : . . . . . .
Code Postal : . . . . . .

Nos lecteurs qui désirent connaitre le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

## Congrés de la Fédération internationale de football

# Malgré les manœuvres, l'admission de la Chine populaire se fera

Au cours du congrés de la Fédération internationale de football qui regroupe 146 nations, et qui a eu lieu à Buenos-Aires la semaine passée, l'admission de la Chine a été abordée.

Elle a donnée lieu à des manœuvres de la part de pays qui se disent vouloir l'admission de la Chine populaire, manœuvres destinées à en reculer l'échéance.

Lors de la discussion d'une motion présentée par l'Iran proposant de radier Taiwan de la fédération et d'y admettre la République populaire de Chine, il apparut que la majorité des pays était favorable à cette motion. Cependant la majorité des 2/3 nécessaire à une expulsion de Taiwan n'était pas atteinte. Un amendement proposant que l'admission de la Chine soit décidée par la commission exécutive et le président de la fédération fut adopté par 57 voix contre 46 et 5 abstentions. Parmi les votants favorables à cet amendement, la plupart des pays africains, asiatiques, ceux de l'Europe de l'Est et l'Angleterre.

Parmi les opposants à cet amendement, les USA et les pays de l'Europe de l'Ouest (dont la France). Ces pays disent vouloir l'admission de la Chine mais ont voté contre en prétendant que si « *La Chine populaire doit rejoindre nos rangs le plus tôt possible, nous trouvons illégal et immoral qu'on parvienne à ce but par des procédés de ce genre* » (déclaration des délégués français et italiens).

Ainsi donc, alors qu'ils prétendent être au fond d'accord pour l'admission de la Chine, ces pays usent d'arguments de procédure pour empêcher celle-ci. On ne peut guère pousser plus loin l'hypocrisie.

De toute manière d'ici deux ans, l'admission de la Chine sera acquise.

## • Gardanne-Bouches-du-Rhône

# *La fête de Valabre, une fête qui s'annonce populaire, une fête unitaire*

Certes, les difficultés ne manquent pas mais la volonté commune de faire de la **fête de Valabre un regroupement large de ceux qui s'opposent aux politiciens de droite et de gauche, le désir de s'adresser aux militants du PCF, l'orientation de notre travail en direction de la classe ouvrière, tous ces facteurs doivent nous permettre d'aller de l'avant.**

Des équipes prennent en main les tâches matérielles et d'organisation : buffet, buvette, garderie, sonorisation, etc.

L'objectif des 500 vignettes vendues le 1er juin a été fixé.

A Martigues, à Marseille, des camarades mettent sur pied des jeux.

Une exposition et un concours-photos auront lieu dans le cadre de la fête sur le thème : « *La France qui travaille et qui lutte* » (cf. règlement ci-joint).

Un groupe d'une vingtaine de camarades femmes de toute la région préparent activement le forum femme qui se tiendra le matin.

Des contacts sont pris avec de nombreuses organisations ou associations ; déjà les Amis de la Terre de Marseille, le MAJ, l'AP 13, le Comité français immigrés, le Travailleur tunisien, le CLISSAC nous ont assurés de leur participation.

Au point de vue culturel aussi, la préparation bat son plein : le groupe de « *La colle à chaud* » (folk), le groupe Graphitti, un groupe de chanteurs sénégalais participeront à l'animation.

La JCMLF répète son sketch sur les conseils de classe et ses chants. Des camarades immigrés préparnt des poèmes palestiniens et algériens. D'autres groupes ont encore été contactés.

EN SOMME UNE FETE QUI S'ANNONCE BIEN !

C'est bien dans le parc de Valabre près de Gardanne qu'aura lieu cette année la fête à l'appel des marxistes-léninistes de Provence. On se souvient de l'an dernier, une courte majorité PCF du conseil municipal avait refusé le parc à l'Humanité rouge.

L'affaire avait fait du bruit : avis à la population, pétitions, affiches intitulées « main basse sur Gardanne communiqués à la pesse, soutien du PCMLF, tout cela avait alerté la population travailleurse de notre région.

Cette année, la municipalité après mûre réflexion – notre demande date du 27 février, leur réponse du 19 mai !... –, nous l'a accordé. Nous savons que nous le devons en grande partie aux militatnts de base du PCF qui avaient désapprouvé l'interdiction du parc.

Il s'agit maintenant d'assurer le succès de cette fête.

Elle marquera un pas en avant dans l'unification des marxistes-léninistes puisque c'est la première fête organisée par les deux quotidiens : le Quotidien du Peuple et l'Humanité rouge.

*Rassemblons nos forces pour le socialisme*

**FETE POPULAIRE ORGANISEE PAR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ET L'HUMANITE ROUGE**

DIMANCHE 11 JUIN, DE 10 H A 22 H
Parc de Loisirs de Valabre (Route Luynes-Gardanne)
Bouches-du-Rhône

*Pour tout contact, ou demande de participation, téléphoner la journée au 16 91 90 97 07*


**A lire, à étudier**

***URSS, la dégénérescence du socialisme au social-impérialisme***

**Un nouveau livre de E-100 traduit du chinois 190 pages ; l'exemplaire 16 F**

Voici le premier ouvrage de fond en français sur la question fondamentale des transformations qui ont affecté l'URSS depuis plus de vingt ans : comment l'URSS est-elle passée d'une dictature prolétarienne à une dictature bourgeoise.

A partir des principes du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung, et sur la base de nombreux faits irréfutables, cet ouvrage présente une analyse synthétique qui se décompose en cinq chapitres :

I – Origine et développement du révisionnisme soviétique (de la lutte de classe des années 30 au coup d'État krouchtchévien de 1956).

II – De la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique (les théories krouchtchéviennes et la transformation de la nature de classe de l'État).

III – Dégradation des rapports de production socialistes en rapports de production capitalistes (la restauration d'une économie bourgeoise).

IV – Socialiste en paroles, impérialiste dans les faits (la réalité de l'expansionnisme soviétique).

V – Une domination vouée à l'échec (le développement des contradictions en URSS).

Commandez-le chez votre libraire habituel
ou aux librairies : « Les Herbes sauvages - 70, rue de Belleville - 75020 - Paris « La Force du livre - 33, rue René Levnaud - 69001 – Lyon
Vente par correspondance par
E-100 – 24, rue Philippe de Girard 75010 – Paris
(Ajouter 3 F au prix indiqué pour participation aux frais)


## Les «commandos deltas»

# Les «escadrons de la mort » français

Dans un dernier numéro l' « Humanité-dimanche » donne des indications sur ceux qui ont pris l'habitude de se dénommer « *commandos deltas* » du nom d'anciens commandos OAS.

Le jour du meurtre de Laid Sebaï, des policiers du centre radio de la préfecture de police de Paris entendirent distinctement des enquêteurs dirent : « *Ce n'est pas la peine de chercher c'est encore un coup des marins !* »

Le journal indique qu'une association se serait constituée en septembre 1977, au cours d'une réunion d'anciens officiers parachutistes à Tarbes. L'association en question regrouperait de nombreux officiers et sous-officiers d'active et de réserve parmi lesquels nombreux sont ceux qui font ou ont fait partie des commandos de marine dont les sympathies pour Israël sont trés connues. (Il faut se souvenir des vedettes de Cherbourg, par exemple). Cette association aurait acheté pour 1 million de francs d'armes en Hollande. Au sommet de cette association se trouverait un groupe plus restreint composé d'officiers de réserve. C'est ce groupe restreint qui aurait pris le nom de « *commando Delta* ». Lors de la réunion constitutive de cette association des indicateurs de la Sécurité militaire auraient été présents et plusieurs rapports auraient été faits.

Telle est la rumeur qui court avec de plus en plus de persistance dans les milieux de la police, indique l'« Humanité-Dimanche ». Bien sûr, rien n'est sûr ni prouvé. Si elle était fondée, le fameux commando Delta serait donc protégé par la police et exécuterait les basses besognes que la police officielle ne peut pas effectuer. Le gouvernement serait aussi au courant et laisserait faire pour le moins. Un escadron de la mort tels qu'ils existent en Argentine et au Brésil en somme.

## Licenciements prévus parmi les vacataires

# Mais ils n'ont pas dit leur dernier mot

Le 1er juillet dernier, au titre du pacte national pour l'emploi des jeunes, Barre avait fait embaucher des vacataires dans les administions. Sous-payés, ne bénéficiant d'aucun avantage, ces jeunes avaient été placés pour que Barre puisse faire baisser artificiellement le nombre des chômeurs avant les élections.

Celles-ci étant passées, 1 100 vacataires des tribunaux doivent être licenciés au 1er juillet prochain C'est ce qui ressort des explications données aux syndicats par le directeur des services judiciaires et un représentant de Peyrefitte, le Garde des Sceaux. Jeudi, les syndicats déposaient un préavis de grève illimitée à partir du 8 juin. Ce simple dépôt du préavis de grève a eu pour effet d'obliger Peyrefitte d'annoncer la reconduction du contrat pour 500 vacataires jusqu'au 1er janvier 1979.

Non seulement ces licenciements sont dramatiques pour les jeunes vacataires car ils auront du mal à trouver du travail en raison du chômage massif, mais ils seront aussi très ressentis dans les tribunaux où la situation est catastrophique du point de vue des effectifs. Ces licenciements nuieront aux justiciables, c'est-à-dire à ceux qui auront à faire avec la justice.

Cependant aprés un premier recul de Peyrefitte, la lutte devrait amener de nouveaux succés.

DES JOURNALISTES RACONTENT...

# *Un mois de reportage en Chine*

## Le chemin du développement
# Oser escalader les cimes

*La Chine a pu atteindre un niveau de pointe dans certains domaines, comme en témoigne ici, à l'exposition industrielle de Shanghai, cette rectifieuse du haute précision, munie d'un laser. C'est d'ores et déjà une victoire du système socialiste que d'avoir pu rattraper et même parfois dépasser le niveau mondial, et cela en un temps très court. Qu'on se souvienne de la surprise que fut pour le monde la première bombe atomique chinoise, ou son premier satellite artificiel !*

Lors de son voyage en Chine, la délégation des journalistes de l'« Humanité rouge » a eu constamment l'occasion d'entendre parler des « quatre modernisations », de comprendre leur enjeu et ce qu'elles représentent pour le peuple chinois.

La Chine est un pays du tiers monde. C'est ce qu'elle affirme chaque fois qu'elle a à se situer dans le monde, en même temps qu'elle s'engage d'ailleurs à ne jamais devenir une superpuissance, un pays qui chercherait à en dominer d'autres.

C'est aussi ce que nous avons vu, nous qui venons d'un pays hautement industrialisé où le transport par animaux de trait est la rare exception, comme les logements sans eau courante ou sans chauffage, où montre, électrophone, machine à laver et frigo sont des objets dont la plupart des familles peuvent disposer.

En Chine, la charrette traînée par animaux, par hommes même (en vélo ou à pied), la palanche, la vieille charrue de bois tirée par un buffle, les vêtements rapiécés, les logements petits (deux pièces pour 5 à 6 personnes, cuisine et salle d'eau communes à deux familles), tout cela est encore courant.

### LE JOUR ET LA NUIT

Bien sûr, pour les Chinois qui ont connu l'entassement à plusieurs familles dans de minuscules maisons, la famine, la mort faute de médicaments ou d'argent pour en acheter, la mendicité ou le travail de 16 h par jour (pour ceux qui avaient la chance d'en avoir) pour engraisser un propriétaire foncier ou quelque capitaliste, c'est déjà le jour et la nuit : *« Il y a aussi loin que de la terre au ciel »* comme nous disait souvent un de nos accompagnateurs dans le Sing-Kiang.

Mais bien sûr, il faut aller plus loin. Tous les Chinois ont du travail mais faut-il souhaiter qu'ils continuent à travailler six jours par semaine pratiquement toute l'année, à être logés à l'étroit, à faire des travaux très durs et pénibles encore à la main, faute de machines ? Evidemment non.

Le peuple chinois lui-même aspire à plus de bien être. Tous les peuples du monde aspirent à plus de bien être.

En fait, le développement est une loi de l'histoire. C'est le fruit inéluctable de l'activité des hommes. Tôt ou tard, tous les pays passent et passeront du stade agraire au stade industriel. Si de nombreux pays ont connu et connaissent un grand retard, cela est dû pour l'essentiel à la domination et au pillage dont ils ont été et sont encore les victimes durant des dizaines d'années par les pays les plus avancés, par l'impérialisme.

Mais quelle voie suivre et pour quel développement ?

Il y a la voie du capitalisme qui a conduit en effet un pays comme le nôtre à un haut niveau de développement, mais à quel prix ? La France capitaliste s'est développée sur le dos des peuples qu'elle a pillés aux quatre coins du monde, sur le dos de notre peuple qui connaît aujourd'hui l'asservissement, et même une frange non-négligeable vit dans un état de misère dont ne souffre plus aucun Chinois !

*Beaucoup de travaux s'effectuent encore à la main ou avec des instruments rudimentaires : quand il n'y a pas de pompe c'est la palanche ! Outre que cela constitue des conditions de travail dures et une productivité plus faible, l'industrie se trouve privée de millions de bras qui doivent être maintenus dans l'agriculture. Le développement de l'industrie, l'amélioration des conditions de travail industriel s'en trouvent aussi retardées.*

*L'acier, c'est l'axe pour l'industrie. Sans acier, comment fabriquer des usines, des machines ? Sans acier, on ne peut développer l'industrie ou alors on ne le peut de manière indépendante. En perturbant les transports (de minerai, de charbon), en désorganisant le travail, les Quatre ont porté un coup très dur en particulier à la production d'acier.*

*Ici, l'aciérie de la capitale est l'une des rares en Chine à avoir maintenu sa production. Les usines de Tanshan (la région du grand tremblement de terre) lui fournissent minerai et charbon. Peu influents dans l'aciérie (seulement au niveau des idées », nous a-t-on dit lors de notre visite), les partisans des Quatre avaient par contre créé de graves difficultés dans l'approvisionnement.*

On ne peut souhaiter que la Chine s'engage sur une telle voie !

Y en a-t-il donc une autre ?

Le socialisme, ce système où la classe ouvrière dirige, unie avec les petits et moyens paysans, avec les travailleurs intellectuels, le socialisme ouvre-t-il une autre voie ?

Là est en effet la grande question.

### LES QUATRE MODERNISATIONS

Ce fut, en Chine, la grande question au cours de ces dernières années, à laquelle les Quatre et leurs partisans répondaient : *« La voie du développement, la voie de l'industrialisation, c'est la voie du capitalisme. Ceux qui veulent développer la production, l'industrie veulent engager la Chine dans la voie capitaliste »*.

Et de fait, ils s'opposaient aux plans de développement présentés déjà devant la 4e Assemblée nationale populaire par le Premier ministre Chou En-laï et repris quelques années plus tard (modifiés) par Teng Siao-ping et à nouveau présentés par Houa Kouo-feng, dans ses grandes lignes, à la 5e Assemblée. C'est le plan des « quatre modernisations » d'ailleurs tout à fait conforme aux orientations définies par Mao Tsé-toung lui-même, dès 1956, dans un texte remarquable que nous recommandons à tous nos lecteurs. Ce texte qui a pour titre « Les dix grands rapports » n'a pas connu à l'époque de diffusion publique parce qu'il était très critique par rapport à certains choix de développement pris par l'Union soviétique. Il s'agissait alors d'un pays socialiste frère, le Parti communiste chinois avait pour principe (et a toujours pour principe) de ne pas porter de critiques publiques. Mais ce texte n'a pas connu non plus de grande diffusion quand il est devenu clair pour les Chinois que l'URSS n'était malheureusement plus un pays socialiste, ce que le président Mao affirmait lui-même dès 1966 quand il disait : *« En URSS, c'est la dictature de la grande bourgeoisie la plus réactionnaire, une dictature fasciste de type hitlérien »*.

Les divergences entre la Chine et l'URSS sont publiques depuis longtemps, et pourtant « Les dix grands rapports » ne sont diffusés largement que depuis la chute des Quatre. Ce sont bien eux, en effet, qui, grâce au contrôle qu'ils ont pu exercer longtemps dans le domaine de la propagande, ont empêché la parution de ce texte, comme ils ont empêché celle du tome V des œuvres du président Mao Tsé-toung.

Les Quatre se servaient de l'URSS comme d'un repoussoir pour dire : *« L'industrialisation, c'est l'URSS, c'est le retour au capitalisme »*, tout comme la bourgeoisie occidentale quand elle dit : *« Le socialisme industrialisé, c'est l'URSS »*.

Les Quatre entendaient par là : *« Nous seuls qui sommes les révolutionnaires purs et durs pouvons maintenir la Chine dans la voie socialiste »*. Dans les faits, en brisant sa marche vers le développement, ils précipitaient la Chine vers le retour au capitalisme et la dépendance par rapport à l'étranger.

La bourgeoisie occidentale entend par là : *« Pays du tiers monde, peuples d'Occident, ne vous engagez pas dans la voie du socialisme, de la révolution ; ce sera le goulag pour vous ; nous seuls pouvons vous sauver »*. Cela veut dire en fait : *« Restez sous notre dépendance, laissez-vous exploiter »*.

### L'AUTRE VOIE

Non, la Chine est la preuve vivante qu'il y a une autre voie que celle de l'URSS ou de « l'aide » impérialiste. Il y a la voie socialiste sur laquelle s'est lancée, plein d'ardeur, tout le peuple chinois, pour son bien-être mais aussi pour une meilleure contribution à la révolution mondiale, pour rattraper et dépasser, grâce au système socialiste, les niveaux les plus avancés.

*« Une agriculture, une industrie, une recherche scientifique et une défense modernes pour une Chine socialiste puissante »*.

Nous verrons dans de prochains articles en quoi la voie définie en Chine, dans ses objectifs comme dans ses méthodes, est non seulement de nature à préserver les rapports socialistes, mais à les renforcer et à les perfectionner.

*Jacques DUROC*

### CHINE

Le vice- président Teng Siao-ping a dénoncé vendredi la bureaucratisation de l'armée chinoise, au cours d'une conférence sur le travail politique dans l'armée. Le vice-président a aussi souligné qu'il fallait dénoncer l'influence de la bande des Quatre dans l'armée et lier cette critique à celle de Lin Piao.

Des organismes économiques chinois fermés du temps de la bande des Quatre seront rouverts. Les Quatre avaient fermé ces organismes en les accusant d'espionnage. Il s'agit de bureaux de liaisons pour les liens économiques et la coopération implantés dans les cités et municipalités industrielles. Ils sont chargés de la distribution des marchandises en fonction des besoins des entreprises.

La caricature politique a refait son apparition dans le « Quotidien du peuple », organe central du Parti communiste chinois. Cette mesure est aussi à replacer dans le cadre de la lutte contre la bande des Quatre qui avait combattu cette forme d'expression.

Enfin, le maire de Pékin, Wu Teh, qui a joué un rôle important lors de la Révolution culturelle a présidé samedi une cérémonie de réhabilitation de l'écrivain Lao She. Lao She avait été pendant la Révolution culturelle victime des persécutions de Lin Piao et de la bande des Quatre, déclare le « Quotidien du peuple ». L'écrivain a été inhumé samedi au cimetière des révolutionnaires de Papaoshan, où ont inhumé les héros du peuple chinois.

### BOYCOTT ARGENTINE

Le professeur Georges Mathé, cancérologue de renommée internationale n'ira pas au congrès mondial de cancérologie qui doit avoir lieu à Buenos Aires de 5 au 12 octobre prochain. Le professeur avait demandé à rencontrer le fasciste Videla. Il avait soumis sa participation au congrès à la condition de cette rencontre qui lui a été refusée. Au cours de cette rencontre, il comptait remettre à Videla la liste des médecins argentins et resssortissants français disparus.

Le cas des trois liftiers de l'hôtel Meurice licenciés pour avoir refusé de porter les valises de trois généraux argentins va être revu. Les trois liftiers avaient voulu, par cet acte, protester contre les atteintes aux droits de l'homme en Argentine.

Plusieurs organisations syndicales et partis politiques péruviennes ont désavoué dans un communiqué la campagne montée par la dictature argentine. Ils dénoncent le fait que la dictature voudrait profiter du Mundial pour se faire une image démocratique. Parmi les signataires, le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste).

Aux Pays-Bas, environ 2 500 personnes ont participé samedi à un meeting au Palais des sports d'Amsterdam pour le boycott de la Coupe du monde en Argentine.

### RADIOS-LIBRES

Les représentants d'une trentaine de radios-libres se sont réunis ce week-end à Lyon et ont lancé le projet d'une fédération nationale des radios-libres. Une journée d'action commune est prévue dans la région parisienne pour le 24 juin. Un grand rassemblement sera organisé, avec diffusion, dans le triangle Montpellier-Alès-Millau, pendant les vacances.

Le matériel de « Radio à fil à soie » de Montpellier a été saisi par la police dimanche. « Radio fil à soie » émettait des informations de caractère écologique sur le pays cévenol.

### ATTENTATS ET ARRESTATIONS EN CORSE

Le Front de libération nationale de la Corse (FNLC) revendique 32 attentats commis en Corse ces dernières semaines. Tous ces attentats visaient des objectifs gouvernementaux français ou militaires et policiers. Douze militants du FNLC ont été arrêtés par la police. *« Ce n'est pas la répression, ni le voyage de Giscard d'Estaing qui empêcheront la lutte de libération de gagner en détermination et de s'insérer dans le combat général des peuples en luttant pour s'arracher au colonialisme »*, souligne le communiqué. Giscard compte en effet aller en Corse très prochainement.

### SUCCES ÉCOLOGISTE EN RFA

Les écologistes ont remporté un succès aux élections régionales de Hambourg et de Basse-Saxe, ce week-end, en Allemagne de l'Ouest. Leur suffrages s'élèvent à 4 % des voix. Ils ont obtenu jusqu'à 26,5 % dans la circonscription de Gorleben où est prévue la construction d'un dépôt de déchets nucléaires, réjeté par la population locale.

# Contestation à la fête de la jeunesse communiste

Ricard vous souhaite la bienvenue avec insistance sur d'énormes panneaux publicitaires, un pot pourri de musique hurlante agresse vos oreilles, vous payez 20 F l'entrée : vous êtes à la fête de la Jeunesse communiste d'Ivry, le week-end dernier.

Les stands se suivent et se ressemblent : des militants, l'air profondément ennuyé, se tiennent derrière des sandwiches, des bières, des merguez. D'autres plus actifs vous proposent des « fringues », à bas prix.

Devant le stand de la JC de Bretagne, un jeune Breton s'étonne de ne pas trouver la moindre mention des luttes. Le militant de la JC, derrière ses bouteilles, lui répond que « Avant-Garde », la revue des JC, a des difficultés financières et que son problème à lui, c'est de *« vendre le maximum de vin dans le minimum de temps »*.

Le chômage actuel des jeunes, leurs conditions de vie difficiles, la répression qu'ils subissent, rien de tout cela n'apparait dans la fête. Seuls quatre, cinq panneaux peut-être reflètent certaines luttes locales.

Dans la partie internationale, seuls les stands du Polisario, de la Palestine ou de l'Erythrée invitent à la mobilisation. Les autres vendent des liqueurs, des patisseries ou des saucisses.

Au stand des Komsomols (organisation de la jeunesse communiste d'URSS), un jeune Soviétique, interrogé sur la répression des dissidents répond : *« Vous êtes intoxiqués par la télévision et la presse de chez vous. Chez nous, il y a peut-être 200 ou 300 personnes qui s'y intéressent. Les autres ne connaissent pas ces gens »*.

La fête d'Ivry, *« image vivante de la jeunesse en lutte »* comme l'écrit l'« Humanité » ? Rien de plus faux. Aucun des jeunes qui s'y trouvaient n'a pu trouver là un encouragement à se battre, une perstive de lutte, une orientation, un espoir, rien.

### PAS DE DÉBAT DÉMOCRATIQUE

Dès avant la fête, Jean-Michel Catala avait jugé *« inadmissible »* la présence de Elleinstein et Althusser, invités pourtant par le cercle des étudiants communistes de l'université de Vincennes. Ils étaient donc absents. Par ailleurs, Gérard Molina et Yves Vargas, auteurs du livre *« Dialogues à l'intérieur du PCF »* ont dû annulé le débat qu'ils devaient tenir à l'invitation de l'Union des étudiants communistes de Bordeaux. Drôle de façon de *« provoquer l'échange d'idées et la réflexion »* comme promettait de le faire l'« Humanité » lors de la fête.

En fait, le désir de discuter des militants s'est manifesté au long des trois débats auxquels nous avons assisté. Mais la volonté de la direction du PCF de bloquer la discussion s'est manifestée elle aussi, souvent avec hargne.

La préoccupation majeure des jeunes tourne autour de la démocratie au sein du parti. Sous l'un des chapiteaux, on discute au tour du thème du « marxisme en mouvement ». La discussion en vient très tôt au problème des contradictions au sein du PCF, de leur nature et de la façon de les résoudre. Dès qu'une question devient gênante, les organisateurs proposent, *« pour des raisons de meilleur fonctionnement »* de passer aux autres afin de regrouper les problèmes. Ce qui permet de laisser sans réponse le camarade embarrassant. Ou bien à d'autres questions, on répond qu'elles *« restent ouvertes »*. Une des questions qui *« reste ouverte »* par exemple : *« Est-ce qu'il se produit un changement qualitatif du moment qu'un parti communiste devient un parti de masse ? »*.

Sous un autre chapiteau, ils sont une centaine – il est vrai qu'il n'y a pas de place pour plus et que la musique assourdissante n'invite pas au débat – à *« débattre »* avec Roland Leroy sur le thème du *« parti de type nouveau »*. Une bonne moitié des participants veut aborder les problèmes réels du PCF. *« Comment se fait-il que nous ayons appris l'abandon de la dictature du prolétariat, le changement de position sur la bombe atomique ou le Parlement européen par la télévision ? »* demandent-ils. Plusieurs d'entre eux témoignent que des résolutions prises à l'unanimité par leurs cellules ont été bloquées au niveau des sections et n'ont pas même été discutées.

Sur la dictature du prolétariat, une explication *« réelle »* des faits par Roland Leroy : la question avait été abordée par un militant lors de la préparation du 22e congrès. Marchais a été interrogé là-dessus par la télévision. *« Il ne pouvait pas dire : attendez, je vais consulter le parti avant de répondre »*. Il a donc donné son avis personnel. *« Il s'est fait que cet avis a coïncidé avec celui de l'ensemble du parti »*.

Et de s'extasier sur *« l'intelligence politique »* de Marchais sous les sifflets et les quolibets d'une bonne partie de l'assistance. *« Il nous prend pour des cons ! »* s'exclame-t-on.

Selon que l'intervention d'un jeune est favorable ou non à la direction du PCF, celui-ci est traité de *« camarade »* ou *« d'auditeur »*. Nuance... Ainsi on répond qu'*« abandonne le terrain du débat pour celui de la fabulation ou de la calomnie »*, ce qui permet de ne pas répondre à sa question. *« Il est dommage que les gens qui interviennent ici sur la démocratie n'ait pas le courage de dire qu'ils sont contre la ligne du parti »* s'exclame Leroy.

Ainsi donc, ces *« débats »* ont reflété fort bien la conception que se fait la direction du PCF de la démocratie au sein du parti.

Lors du débat sur la Coupe du monde de football, le souci de noyer les questions sera le même tant de la part de la direction du PCF que du militant du Parti communiste d'Argentine. Jean-Charles Nègre, responsable international du MJCF, intervient sur la situation *« un peu dramatique »*, comme il dit, de l'Argentine. Le militant du PCA expose la ligne de son parti : *« Le danger actuel est celui de la conspiration des secteurs "pinochettistes" de l'armée, appuyés par la CIA, contre le secteur "démocratique" de l'armée, autrement dit Videla »*.

Analyse reprise par le PCF. Les partisans du boycott sont nombreux et s'indignent.

*On ne peut jamais étouffer toutes les voix de la contestation. Ce journal distribué par les étudiants de l'UEC de l'Université de Paris VI critique l'URSS et les gouvernements de l'Est.*

# *L'exemple de Renault*

*(Suite de la page 1)*

Avec la grève et l'occupation de Renault quelque chose commence. Des conflits il y en a eu et il y en a encore depuis les élections législatives. A la RATP, chez Boussac, chez Terrin, chez les hospitaliers... Des conflits qui, se heurtent à la dureté actuelle du patronat et du gouvernement, forts de leur relative victoire aux législatives. Des conflits qui ont du mal à se coordonner, à passer à l'étape supérieure. Là encore, la déception qui a suivi la victoire de la droite des 12 et 19 mars n'est pas étrangère aux problèmes qui se posent.

Mais au-delà de ces difficultés, la colère grondait contre la politique de Giscard-Barre. Avant les élections, les partis de gauche et les directions CGT et CFDT ramenaient régulièrement en avant le Programme commun et une éventuelle victoire de la gauche aux élections. Aujourd'hui, le Programme commun n'existe plus. On en est revenu à la question fondamentale : pour gagner il faut se battre.

La brèche ouverte par les ouvriers de Renault c'est de faire passer les luttes à un niveau supérieur : l'occupation, l'appel à la solidarité, la grève reconductible. Voilà pourquoi la réforme gouvernementale fut si dure.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1978